



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale des affaires
culturelles Hauts-de-France

Nord – Cambrai – Cathédrale
Restauration des 9 peintures en grisailles de M. J.Geeraerts
Et des lambris en 4 tranches

Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.A.P

1 -OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	6
1.1 Identification	6
1.2 Objet du marché	7
1.3 Allotissement	7
1.4 Forme et étendue du marché	7
1.5 Fractionnement des prestations - TRANCHES	7
1.6 Lieu d'exécution	8
1.7 Langue	8
2 INTERVENANTS	8
2.1 Maître d'ouvrage	8
2.3 Maître d'œuvre	8
2.4 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)	9
2.5 Contrôleur technique	9
2.6 Coactivité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)	9
2.7 Autres intervenants	9
3 DOCUMENTS CONTRACTUELS	9
4 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
4.1 Représentation des parties	10
4.2 Échanges dématérialisés	10
4.3 Durée et délais	10
4.3.1 Durée du marché	10
4.3.2 Reconduction	11
4.3.3 Délais d'exécution	11

4.3.4 Délais d'exécution global du marché	11
4.3.5 Calendrier détaillé d'exécution des travaux	11
4.3.6 Prolongation du délai d'exécution	11
4.4 Modalités d'exécution du marché	12
4.4.1 Obligations du titulaire	12
4.4.1.1 Obligation de conseil	12
4.4.1.2 Obligation d'information	12
4.4.1.3 Accès au site	12
4.4.1.4 Constat d'état des lieux	12
4.5 Implantation des ouvrages	13
4.6 Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits	13
4.6.1 Provenance des matériaux et produits	13
4.7 Préparation - coordination et exécution des travaux	14
4.7.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux	14
4.7.1.1 Période de préparation	14
4.7.1.2 Organisation - Hygiène et sécurité du chantier	15
4.7.1.3 Installation et Signalisation du chantier	16
4.7.1.4 Mesures de limitation des bruits et vibrations de chantier	16
4.8 Exécution des travaux	18
4.9 Réunions de chantier	18
4.9.1 Registre de chantier	19
4.9.2 Communication de chantier	19
4.9.2.1 Reportage photographique	19
4.9.2.2 L'organisation de visites de chantier	19

4.9.2.3 Reportage vidéo	19
4.10 Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails	20
4.11 Equipements, matériaux et produits	20
4.12 Nettoyage	20
4.13 Prototypes et propriété intellectuelle	20
5 Contrôles et réception des travaux	21
5.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés	21
5.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	21
5.3 Réception	21
5.4 Documents fournis après exécution	21
6 Considérations sociales	21
7 Considérations environnementales	21
8 Traitement de données à caractère personnel	22
9 Conflit d'intérêt	22
10 Obligations administratives en cours d'exécution	22
11 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	23
12 Ajournement des travaux par l'acheteur.	24
13 Prolongation du délai d'exécution des prestations ou report du début des travaux	24
14 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée	25
15 Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat	25
16 Modalités de communications en cas de crise sanitaire	26
17 RÉGIME FINANCIER	26

17.1 Forme et contenu des prix	26
17.2 Variation des prix	27
17.3 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes	28
17.3.1 Avance	28
17.3.2 Acomptes	28
17.3.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire	29
17.4 Projets de décompte	29
17.5 Etats d'acomptes	29
17.6 Décompte final	29
17.7 Décompte général	29
17.8 Intérêts moratoires	29
17.9 Modalités de facturation	30
17.10 Transmission des factures	30
18 Travaux non prévus	31
18.1 Travaux modificatifs	31
18.2 Dépassement ou diminution du montant initial des travaux	31
18.3 Prestations similaires	31
18.4 Valorisation des ordres de service	32
18.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	32
19 SOUS-TRAITANCE	33
20 PRIMES ET PÉNALITÉS	34
20.1 Pénalités - 20.2 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux - 20.3 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier - 20.4 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux -	35 - 36

20.5 Pénalités liées à la remise des documents - 20.6 Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS - 20.7 Autres pénalités - 20.8 Plafonnement des pénalités - 20.9 Seuil d'exonération des pénalités	
21 GARANTIES ET ASSURANCES	37
21.1 Garantie de parfaitement achèvement et garanties particulières - 21.2 Responsabilité et assurances, Assurances de responsabilité civile de droit commun, Assurances de responsabilité civile décennale, Dispositions communes	37 - 39
22 RÉSILIATION	39
23 DIFFÉRENDS ET LITIGES	39
24 ANNEXES – sans objet	40
25 DEROGATIONS – sans objet	40
26 DEROGATIONS AU CCAG	40

1- OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Identification

Le présent marché est porté par :

■ L'État représenté par le préfet de la région Hauts-de-France - Direction Régionale des Affaires Culturelles

Adresse : DRAC Hauts-de-France 3 rue du Lombard CS80016 59041 Lille cedex

Téléphone : 03 20 06 87 58

Contacts :

- Simon DUCROS simon.ducros@culture.gouv.fr – 06 70 91 16 34 / 03 28 36 61 20
- Céline TURBLIN celine.turblin@culture.gouv.fr – 06 83 43 81 91 / 03 28 36 61 10

Siret : **11000201100044**

Il est représenté par Monsieur le directeur régional des affaires culturelles

Le présent document est applicable aux lots suivants :

- Lot n° 1 : Menuiserie - Ébénisterie
- Lot n°2 : Restauration des décors peints

1.2 Objet du marché

Restauration en 4 tranches des 9 peintures en grisailles de M.J Geeraerts et des lambris des Transepts Nord et Sud, de la sacristie de la cathédrale Notre-Dame-de-Grâce à Cambrai classée au titre des Monuments Historiques par arrêté du 09 août 1906, propriété de l'ÉTAT – Ministère de la Culture, située à l'angle de l'avenue de la Victoire et de la rue Guillaume du Fay 59400 Cambrai.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) spécifique à chacun des 2 lots et qui a été porté à connaissance à l'ensemble des intervenants.

Code(s) CPV de la consultation : 454210000, 45212314, 45451100, 925212000 (œuvres d'art)

1.3 Allotissement

L'opération est allotie de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
- 1	- Menuiserie – Ébénisterie
- 2	- Restauration des décors peints

1.4 Forme et étendue du marché

À prix unitaires de bordereau.

1.5 Fractionnement des prestations

Le marché comporte 4 tranches :

- **Tranche n° 1 : Tranche ferme : Dépose de l'ensemble des lambris, planchages, blasons et 9 grisailles**
- **Tranche n° 2 = Tranche optionnelle 1 : Restauration des lambris, planchages et 4 grisailles transept Nord + 1 sacristie en atelier**
- **Tranche n° 3 =Tranche optionnelle 2 : Restauration des lambris, planchages et 4 grisailles transept Nord Sud et blasons en atelier**
- **Tranche n° 4 =Tranche optionnelle 3 et dernière : Repose de l'ensemble lambris, planchages, blasons et 9 grisailles**

La tranche ferme prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage des travaux.

Les tranches optionnelles sont affermies par décision de l'acheteur-pouvoir adjudicateur. Un ordre de service fixe les modalités d'exécution de chaque tranche optionnelle.

Dans l'hypothèse où l'acheteur n'affermie pas une tranche optionnelle, le titulaire du marché est libéré de tout engagement concernant l'exécution de celle-ci.

Il ne peut prétendre à aucune indemnité de dédit, ni paiement de quelque nature que ce soit.

1.6 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est situé dans les transepts Nord et Sud ainsi que la sacristie de la cathédrale Notre-Dame-de-Grâce à Cambrai classée au titre des Monuments Historiques par arrêté du 09 août 1906, propriété de l'ÉTAT – ministère de la Culture, située à l'angle de l'avenue de la Victoire et de la rue Guillaume du Fay à 59400 Cambrai - France

1.7 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

2 INTERVENANTS

2.1 Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Direction Régionale des Affaires Culturelles de la région Hauts-de-France

Pôle Patrimoine et Architecture

Service Conservation Régionale des Monuments Historiques

3, rue du Lombard CS80016 59041 Lille cedex

Téléphone : 03 20 06 87 58

Contacts :

- Simon DUCROS simon.ducros@culture.gouv.fr – 06 70 91 16 34 / 03 28 36 61 20
- Céline TURBLIN celine.turblin@culture.gouv.fr – 06 83 43 81 91 / 03 28 36 61 10

2.3 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par M. Pascal Prunet, architecte en chef des monuments historiques du département du Nord - 66 rue des Binelles 92310 SEVRES – **architecte projet et opération :**

Mme Maylis Razafinombana de l'agence PRUNET ARCHITECTURE ET URBANISME EURL – pau.raza@orange.fr – 06 08 67 36 39

Tél agence : 01 46 26 75 62 – prunet.architecture@wanadoo.fr

Assisté de :

L'économiste de l'opération (sous-traitant de la MOE) est : Le cabinet PILTÉ Économiste

19, rue du Petit Musc 75004 PARIS tél : 01 48 87 99 38 – contact@cabinet-pilte.com

2.4 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)

Aucune mission de coordination SSI n'est prévue.

2.5 Contrôleur technique

Aucune mission de contrôle technique n'est prévue.

2.6 Coactivité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)

L'opération fait l'objet d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de catégorie 2 au sens du code du travail assurée par :
Société BTP CONSULTANTS agence de Lille 7 rue Christophe Colomb 59700 MARCQ EN BAROEUL
tél : 03 28 07 28 18

2.7 Autres intervenants

M. Simon Ducros, conservateur des monuments historiques chargé du contrôle scientifique et technique - simon.ducros@culture.gouv.fr – 06 70 91 16 34 / 03 28 36 61 20

3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le programme d'exécution ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux comportant les dates de début et de fin des travaux
- les pièces graphiques du maître d'œuvre
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes du lot considéré
- le Cadre de bordereau de prix unitaires (BPU) des lots considérés
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

4 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

4.1 Représentation des parties

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître d'ouvrage lors de la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage notifie sans délai toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés au plus tard lors de la réunion de préparation du chantier. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage de toute modification d'interlocuteur. En cas de modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personnes ayant de pouvoir d'engager la société, raison ou siège sociaux, coordonnées bancaires...) et pouvant influencer sur le déroulement du marché, le titulaire est tenu d'en informer le maître d'ouvrage sans délai.

4.2 Échanges dématérialisés

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception (accusé de lecture et de réception).

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux. Ils doivent faire l'objet d'un accusé de réception du titulaire.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage (ex : *prix nouveaux liés à des travaux supplémentaires ou modificatifs, mesures à prescrire pour permettre de déceler les vices de construction présumés...*).

4.3 Durée et délais

4.3.1 Durée du marché

Chaque lot est conclu pour la durée suivante :

Numéro de lot	Durée / délai du marché public	
-1	- Menuiserie – Ebénisterie	30 mois à compter du début de restauration hors préparation

- 2	- Restauration de décors peints	30 mois à compter du début de restauration hors préparation
-----	---------------------------------	---

4.3.2 Reconduction

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

4.3.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés dans l'acte d'engagement, à savoir :

La **durée de la période de préparation** est fixée à **4 semaines**

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à trente (30) mois (hors période de préparation)

3 mois de dépose pour la tranche 1 ferme + 12 mois de restauration en atelier pour la T2 -TO1 + 12 mois de restauration en atelier pour la T3 -TO2 + 3 mois de repose en T4-TO3 = 30 mois

Le délai d'exécution propre à chacun des lots s'inscrit dans ce délai d'ensemble.

La date prescrivant au titulaire du lot n° 1 intervenant le premier sur le chantier de commencer l'exécution des travaux lui incombant est porté à la connaissance de l'entrepreneur chargé du lot 2.

4.3.4 Délais d'exécution global du marché

La **durée de la période de préparation** est fixée à **4 semaines** Cette période de préparation des travaux n'est pas comprise dans le délai global d'exécution.

Le délai global d'exécution est fixé à 30 mois.

4.3.5 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé est élaboré par le maître d'œuvre après consultation des titulaires, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

4.3.6 Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire signale au maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jour calendaire à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

4.4 Modalités d'exécution du marché

4.4.1 Obligations du titulaire

4.4.1.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage. Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain,
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualificatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis,
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

4.4.1.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

4.4.1.3 Accès au site

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution.

À noter qu'en parallèle de cette opération, le chantier de restauration des parements intérieurs de la cathédrale se poursuivra selon le planning présente à l'article 1.3 du règlement de consultation.

4.4.1.4 Constat d'état des lieux

Un état des lieux contradictoire est dressé en présence de représentants notamment du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et du titulaire pour la mise à disposition gratuite des emprises où sont réalisés les travaux ainsi que celles destinées aux installations de chantier.

Ce constat contradictoire est notifié au titulaire par compte -rendu établi par le maître d'œuvre.

Il est procédé de même chaque fois que le titulaire a à intervenir dans de nouveaux espaces mis à sa disposition.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultantes :

- des mesures de sécurité lui incombant,
- de l'exploitation du domaine public et des services publics,
- de l'exécution simultanée d'autres travaux.

Aucun stationnement n'est possible dans l'emprise du chantier.

4.5 Implantation des ouvrages

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de projet de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles indiquées dans les pièces du marché.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés (câbles électriques par exemple), le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Il prévient le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Il est alors procédé contradictoirement à leur relevé puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux. Les mesures techniques à mettre en œuvre pour assurer le maintien en service de ce réseau font l'objet d'un avenant à la charge du MOA et donnent lieu à une prolongation de délai.

4.6 Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

4.6.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de restauration dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire prouve, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence est invoquée sans respecter le délai de 1 mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

Caractéristiques - qualité - vérification - essais et épreuves des matériaux et produits

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'œuvre et le conservateur des monuments historiques chargé du contrôle scientifique et technique.

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

4.7 Préparation - coordination et exécution des travaux

4.7.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux

4.7.1.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

Par le maître d'ouvrage :

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier.

Par le maître d'œuvre :

- l'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution en cas d'EXE confiée au titulaire ;
- les études d'exécution et/ou visa des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- le cas échéant, la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier.

Par le titulaire :

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux précisées par le présent document ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'œuvre.

4.71.2 Organisation - Hygiène et sécurité du chantier

Clauses générales

Les entreprises devront respecter les obligations de sécurité. Faire respecter les obligations de sécurité aux sous-traitants.

Faciliter l'intervention du coordonnateur.

Rédiger leur **PPSPS**.

Clauses particulières

Les entreprises devront désigner un interlocuteur pour le coordonnateur de sécurité.

Les entreprises devront rédiger et transmettre au coordonnateur des documents ayant trait à la sécurité notamment :

- Les plans d'installation de chantier, les notices concernant des éléments de protection individuels et collectifs, la rédaction et la transmission du PPSPS dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification de leur marché. L'obligation de prévenir les sous-traitants de l'obligation de rédaction et de transmission du PPSPS.

L'obligation de se conformer aux modalités d'approbation du PPSPS par le coordonnateur avant le début des travaux. L'obligation d'accompagner le coordonnateur de sécurité sur le site lors de la visite préalable à la rédaction du PPSPS. L'obligation de viser le registre journal de la coordination. L'obligation de respecter les modalités de gestion des phases provisoires vis à vis de la sécurité des travailleurs et notamment : La vérification des installations électriques, la stabilité des échafaudages, la stabilité des étalements, la stabilité des éléments de structure en phase provisoire.

La préparation des documents de recollement à fournir au fur et à mesure de l'exécution.

La préparation des documents nécessaires à l'élaboration du DIU et notamment :

- Les notices d'intervention ultérieures.
- Les fiches de sécurité pour les dispositifs prévus.

Sanctions : en cas de manquement de la part de l'entreprise vis à vis de ses obligations en matière de sécurité et de santé des travailleurs, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'alerter les autorités administratives de contrôle (inspection du travail).

4.7.1.3 Installations de chantier - Signalisation du chantier

Il est fait application des dispositions de l'article 31.1 du CCAG travaux.

Les installations nécessaires à la vie du chantier sont réalisées conformément aux indications formulées par la maîtrise d'œuvre, et le Coordonnateur SPS dans les pièces de marché.

Il fait est application des dispositions de l'article 31.6 du CCAG travaux.

4.7.1.4 Mesures de limitation des bruits et vibrations de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités de l'affectataire, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- bruits,
- odeurs, fumées, gaz,
- poussières, saletés,
- présence de détritrus divers et gravois,
- dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions de transport.

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des

déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

- Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

- * Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier.

- * Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux.

- * Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est pros crit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre peut prescrire au titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants (utilisation de nuit interdite). Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières.

Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées.

En dérogation à l'article 34 du CCAG travaux, les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. A ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'elles ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

❖ Travail de nuit - Restrictions fin de semaine et jours fériés

Le titulaire respecte les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

❖ Poussières

Le titulaire prend toutes les dispositions (arrosage, bâchage, etc.) pour éviter l'émission de poussières. Le maître d'œuvre peut imposer au titulaire toute mesure qu'il jugerait indispensable à cet égard, en particulier l'arrosage abondant et permanent des pistes.

4.8 Exécution des travaux

Tâches essentielles

En cas de groupement d'opérateurs économiques :

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord du maître d'ouvrage.]

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si l'un des membres du groupement ne se conforme pas aux obligations contractuelles qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement, l'acheteur le met en demeure d'y satisfaire. Si le membre du groupement n'a pas déféré à la mise en demeure dans les délais impartis, le mandataire du groupement est tenu de se substituer à lui dans un délai d'un mois suivant l'expiration de ce délai.

Dans le cas où le marché est passé avec un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, si le mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Si cette mise en demeure reste sans effet, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans le délai de trente jours. En l'absence de désignation dans ce délai, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

4.9 Réunions de chantier

Les réunions de chantier ont lieu aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre.

Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

4.9.1 Registre de chantier

La tenue d'un registre de chantier n'est pas prévue.

4.9.2 Communication chantier

Une démarche de communication de chantier, à la charge du titulaire, est demandée dans les conditions suivantes :

4.9.1.1 Un reportage photographique

Pendant toute la durée du chantier de restauration en atelier des tranches T2-TO1 et T3-TO2, le titulaire fournit mensuellement des photographies conformément au programme de prises de vues défini ci-après :

Ces prestations comportent au minimum :

- Des prises de vues mensuelles (et également à l'occasion de phases de travaux particulières à définir avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage des différentes phases d'avancement des travaux à fournir au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage par envoi dématérialisé.

(Fichier 300 dpi dénommé avec la codification suivante JOUR/MOIS/ANNEE -Intitulé de la vue)

Ces éléments sont cédés gratuitement au maître d'ouvrage et sont libres de tous droits d'exploitation (droits de représentation et droits de reproduction).

Ils sont remis au maître d'ouvrage et peuvent être utilisés sur tous supports.

4.9.2.2 L'organisation de visites de chantier

Le titulaire doit nécessairement accompagner et diriger les visites qui seraient réalisées à la demande du maître d'ouvrage, pour le compte de tiers. Il met à cet effet à disposition l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires (bottes, chaussures de chantier, casques, gilets, etc....) en nombre et tailles suffisantes.

Il est tenu à un devoir de conseil du maître d'ouvrage, notamment en matière de sécurité des tiers étrangers au chantier et son attention est attirée sur le fait qu'il a tout pouvoir pour interdire l'accès à son chantier s'il estime que les conditions de sécurité minimales nécessaires à une visite de tiers ne sont pas assurées.

4.9.2.3 Reportage vidéo

Le titulaire est en charge de la production de séquences vidéo réalisées pendant les phases marquantes du chantier, ces documents devant être transmis au maître d'ouvrage pour la constitution de documents d'archives ou de communication.

Ces éléments sont cédés gratuitement au maître d'ouvrage et sont libres de tous droits d'exploitation (droits de représentation et droits de reproduction).

Ils sont remis au maître d'ouvrage et peuvent être utilisés sur tous supports.

4.10 Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails

L'élément de mission EXE est confié au titulaire. Les plans, notes et études sont soumis au VISA du maître d'œuvre.

Le titulaire fournit les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- aux méthodes de réalisation ;
- aux ouvrages provisoires ;
- aux moyens de chantier.

4.11 Equipements, matériaux et produits

Les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

4.12 Nettoyage

Nettoyage des zones de travail

Outre l'évacuation quotidienne des déchets, le titulaire assure le maintien en état de propreté permanent des zones de travail dans lesquelles il intervient.

Le titulaire doit maintenir sa zone de travail propre et libre de tous déchets depuis le début de son intervention jusqu'à réception de ses travaux.

Le titulaire du marché de travaux a la charge de l'évacuation de ses propres déchets et gravats jusqu'aux lieux de stockage fixés dans les pièces contractuelles d'organisation de chantier du marché. Le titulaire doit le nettoyage fin, avant réception, de tous ses ouvrages.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues.

Nettoyage des voies publiques

Le titulaire prend toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectue en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Ces nettoyages sont soumis aux règles imposées par les arrêtés municipaux en vigueur dans la commune du lieu d'exécution des travaux.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues.

Echantillons

Sans objet

4.13 Prototypes et propriété intellectuelle

Le maître d'ouvrage doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le présent marché fait application des articles 45 à 48 du CCAG-Travaux.

5 Contrôles et réception des travaux

5.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant.

5.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées.

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

5.3 Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Conformément à l'article 42 du CCAG-Travaux, les parties d'ouvrages par tranches de travaux optionnelles donnent lieu à une réception partielle.

5.4 Documents fournis après exécution

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Ces documents sont présentés en 3 exemplaires dont un dématérialisé.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

6 Considérations sociales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

7 Considérations environnementales

Le présent marché public ne comprend pas de considérations environnementales.

8 Traitement de données à caractère personnel

Sans objet

9 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au maître d'ouvrage toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

10 Obligations administratives en cours d'exécution

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du code du travail, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Elle doit être présentée aux agents de contrôle.

Le maître d'ouvrage peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R. 8291-2 du code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité.

11 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution. **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

À ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. *[Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive].*

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

12 Ajournement des travaux par l'acheteur

Conformément à l'article 53 du CCAG travaux, l'ajournement des travaux peut être décidé par l'acheteur. Il fait l'objet d'une décision expresse de ce dernier et donne lieu, suivant les modalités indiquées à l'article 11 dudit CCAG, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés.

La décision est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

La fin de l'ajournement est prononcée par l'acheteur dès lors que les conditions de reprise sont réunies.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cet ajournement.

Le titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde. Une indemnité d'attente de reprise des travaux peut être fixée suivant les modalités prévues aux articles 13.3. et 13.4. du CCAG travaux.

Il a également droit à indemnisation du préjudice subi s'il démontre le lien direct entre ce préjudice et l'ajournement des travaux.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de l'ajournement en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période d'ajournement.

13 Prolongation du délai d'exécution des prestations ou report du début des travaux

Lorsque la demande de prolongation ou de report émane du titulaire, elle intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées au présent marché (se reporter à l'article « Prolongation du délai d'exécution » du présent document.).

Sur la base de ces éléments, **le maître d'ouvrage** peut décider de la prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux, d'une ou plusieurs tranches de travaux ou du report du début

des travaux. Il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de prolonger le délai d'exécution ou de reporter le début des travaux peut également être prise unilatéralement par le maître d'œuvre / le maître d'ouvrage. Dans ce cas, il en informe le titulaire dans les mêmes conditions que décrit ci-dessus.

En cas de prolongation ou de report, le nouveau délai est d'une durée suffisante pour la réalisation des travaux. La décision de prolongation ou de report précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

14 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le titulaire ne peut se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'évènement constitutif de force majeure. L'indemnisation figure dans le décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 51.2.1 du CCAG Travaux.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

15 Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'Économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence **[article 55.1 du CCAG travaux]** et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. **[ex : coûts de stockage**

de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...].

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

16 Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

17 RÉGIME FINANCIER

Monnaie et TVA

Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Frais particuliers

Sans objet

17.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont unitaires. Le prix unitaire est détaillé dans le cadre de bordereau à prix unitaire.

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9.1 du CCAG-Travaux.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des travaux et prestations ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-Travaux (article 45 et suivants du CCAG-Travaux), incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris :
 - les sujétions résultant de l'utilisation du domaine public ;

- les sujétions résultant de phénomènes naturels ;
- les sujétions résultant de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations ;
- les sujétions résultant de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

À ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

- la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre, si les documents particuliers du marché le prévoient ;
- les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

17.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois indiqué dans l'acte d'engagement.

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,125 + 0,875 (BT \text{ exéc} / BT \text{ Mo})]$$

dans laquelle :

P=prix révisé

P₀= prix fixé dans l'offre du titulaire

BTM o=valeur de l'index en vigueur au mois d'établissement des prix

BT exéc = valeur de l'index à la date de la révision.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

L'index BT utilisé sera le suivant :

- **Lot n° 1: Menuiserie – Ébénisterie = BT 18a**
- **Lot n°2 : Restauration des décors peints = BT 46**

Périodicité de révision des prix :

La révision des prix est appliquée lors du paiement de chaque acompte.

17.3 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

17.3.1 Avance

Conformément à l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est fixé à **30 % (trente pour cent)** lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une P.M.E mentionnée à l'article R2151-13.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de l'avance (art B4 de l'acte d'engagement).

L'ordre de service notifiant à l'opérateur économique la date de début de la période de préparation de chantier entérine le versement de l'avance acceptée, à défaut l'ordre de service d'exécution des travaux.

L'acheteur versera cette avance à l'entreprise, si elle l'accepte, **pour tous les marchés quels que soient leurs montants (art R 2191-4)**

L'avance n'est pas révisable.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des travaux qui figure à un décompte mensuel dépasse soixante cents (50%) du montant initial du marché. Ce remboursement se termine donc lorsque ledit montant a atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant du marché (art R 2191-11 et R2191-12).

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

17.3.2 Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

La périodicité des acomptes est la suivante : mensuelle.

17.3.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie ni de cautionnement.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Le comptable assignataire compétent est :

Le directeur départemental des finances publiques de la Somme – 22, rue de l'Amiral Courbet – CS 12613 – 80026 AMIENS cedex

17.4 Projets de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG-Travaux

17.5 Etats d'acomptes

Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-Travaux.

17.6 Décompte final

Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

17.7 Décompte général

Le décompte général est établi conformément à l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

17.8 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et

de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

17.9 Modalités de facturation

Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture
- la date d'exécution des travaux
- la quantité et la dénomination précise des travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés et leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

Le cas échéant, le numéro de l'ordre de service.

17.10 Transmission des factures

Les prestations font l'objet de demandes de paiements prenant la forme :

- de projets de décompte périodique (demandes d'acomptes mensuelles) établis conformément aux stipulations du présent marché

- de projet de décompte final/général établis conformément aux stipulations du présent marché

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Les comptes seront réglés mensuellement suivant les dispositions ci-après :

Les demandes de paiement seront envoyées sous forme dématérialisée adressées à la MOE pour «visa du service fait» via la plate-forme des paiements de l'État CHORUS-PRO

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

N° de SIRET du Maître d'Œuvre (MOE) : M. Pascal PRUNET – 392 139 937 00032

Destinataire ETAT : Siret 11000201100044

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

18 Travaux non prévus

18.1 Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

18.2 Dépassement ou diminution du montant initial des travaux

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

Les diminutions limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 15 du CCAG-Travaux. Au-deçà de ces limites, et en complément de l'article 15 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire. L'évolution législative ou réglementaire imprévisible doit être en lien avec l'objet du marché le cas échéant. Cette évolution doit avoir un impact sur le droit positif. Le caractère imprévisible est constitué dès lors que les parties n'ont pas pu anticiper cette évolution.

18.3 Prestations similaires

Sans objet.

18.4 Valorisation des ordres de service

Lorsque l'acheteur prescrit au titulaire la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il notifie sa décision par ordre de service au titulaire. Cet ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs. Ils sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours suivant l'émission de cet ordre de service pour présenter ses éventuelles observations et sa proposition de prix, assortis de toutes les justifications nécessaires. À défaut de retour du titulaire dans un délai de 30 jours, les prix sont réputés acceptés et deviennent définitifs.

Les prix définitifs doivent faire l'objet d'un avenant.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service prescrivant une prestation supplémentaire ou modificative si celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

18.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le maître d'ouvrage.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le maître d'ouvrage se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation au maître d'ouvrage démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Le maître d'ouvrage vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par le maître d'ouvrage, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le maître d'ouvrage et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le maître d'ouvrage :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

19 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont applicables.

Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une délégation de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Le présent marché est concerné par une mesure de sanction relevant de l'instrument relatif aux marchés publics internationaux (IMPI), créé par le règlement (UE) 2022/1031 du Parlement européen et du Conseil du 23 juin 2022.

En application de ce règlement, si le titulaire fait appel à un sous-traitant / des sous-traitants, il est tenu de ne pas sous-traiter plus de 50 % de la valeur totale du marché à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI.

L'acheteur refuse de signer tout nouvel acte de sous-traitance confiant des prestations à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers faisant l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI dès lors que ce seuil de 50 % est atteint. Le titulaire doit alors assurer lui-même l'exécution des prestations concernées ou faire appel à un sous-traitant originaire d'un pays ne faisant pas l'objet d'une mesure relevant de l'IMPI.

L'acheteur peut demander au titulaire, tout au long de l'exécution du marché et jusqu'à son terme, un récapitulatif de tous les actes de sous-traitance passés et en cours afin de vérifier que la part du marché sous-traitée à des entreprises visées par une mesure relevant de l'IMPI n'excède pas 50 % de son montant total.

En référence aux obligations précisées ci-dessus, le titulaire transmet à l'acheteur un document déclaratif indiquant :

Les dates de notification de chacun de ses actes de sous-traitance (formulaire DC4) signés par l'acheteur depuis le début du marché

Les dates de début et de fin de chaque prestation sous-traitée

La nature et le montant des prestations sous-traitées

Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du siège social du sous-traitant

Le numéro de TVA intracommunautaire du sous-traitant

L'origine du sous-traitant, au sens du 1 de l'article 3 du règlement 2022/1031 du 23 juin 2022 (Instrument relatif aux marchés publics internationaux — IMPI)

Le titulaire est tenu de fournir ce document autant de fois que l'acheteur en fait la demande.

Le document demandé devra être transmis à l'acheteur dans un délai de 15 jours suivants sa demande.

En cas de retard dans la communication du document synthétique déclaratif exigé ci-dessus, ou de communication incomplète de celui-ci, il est appliqué une pénalité égale à 100 euros HT par jour de retard pour la communication complète du document

En cas de sous-traitance de plus de 50 % de la valeur totale du marché à des opérateurs économiques originaires d'un pays tiers, il est appliqué au titulaire du marché une pénalité d'une valeur égale à 100 euros HT par jour calendaire.

20 PRIMES ET PENALITES

Primes

Sans objet.

20.1 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

20.2 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Principe du contradictoire

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Montant de la pénalité de retard par jour calendaire de retard = $1/3000$ du montant hors taxe de la tranche considérée conformément à l'article 20.1 du CCAG-Travaux.

20.3 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier

Toute absence non justifiée d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 80€ HT.

20.4 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de 80 € HT par jour calendaire de retard.

20.5 Pénalités liées à la remise des documents

Documents et échantillons à fournir en cours d'exécution

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans la remise de documents ou d'échantillons en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 80 euros par jour calendaire de retard.

Documents à fournir après l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 80 euros HT par jour calendaire de retard.

20.6 Pénalités pour absence de respect des observations du coordonnateur SPS

En cas de non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS portées sur le registre-journal, les comptes rendus ou les courriers adressés au titulaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité de 80 euros HT par jour calendaire de retard.

Pénalités liées aux considérations sociales

Sans objet

Pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion

Sans objet

Pénalités liées aux considérations environnementales

Sans objet

20.7 Autres pénalités

Pénalité(s) pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance.

En cas de retard de plus de 15 jours production des attestations d'assurance au maître d'ouvrage suite à sa demande, il sera appliqué une pénalité de 80 euros HT jusqu'à la production des pièces.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

20.8 Plafonnement des pénalités

Par dérogation au CCAG, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

20.9 Seuil d'exonération des pénalités

Conformément à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

21.1 Garantie de parfaitement achèvement et garanties particulières

Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois.

Il est prolongé le cas échéant en application de l'article 44.2 du CCAG de référence.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'œuvre invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article 44 du CCAG de référence.

Le délai de traitement des désordres relevant de la Garantie de Parfait Achèvement ne doit pas dépasser 15 jours calendaires après signalement du désordre. En cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans les 2 jours calendaires suivant le signalement.

À compter de la date de réception des travaux, le maître d'œuvre/le maître d'ouvrage est susceptible de mettre en place un processus de suivi du « parfait achèvement ».

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

Garanties particulières

Garantie décennale

Voir article 8.2.3 "assurance de responsabilité civile décennale"

Garantie de bon fonctionnement

Garantie de bon fonctionnement : 2 ans

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de « huit » (8) jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée

infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

21.2 Responsabilité et assurances

Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la

responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.]

Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc....) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître d'ouvrage.

22 RÉSILIATION

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG visé par le marché, le marché peut être résilié dans les conditions suivantes : En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG.

[En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de **5%**.

[Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG.

23 DIFFÉRENDS ET LITIGES

Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics

conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.]

Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Lille.

24 ANNEXES

Sans objet

25 DEROGATIONS

Sans objet

26 DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
4.7.1	28.2.2	Début des travaux après visa du maître d'œuvre
4.7.1.4	34	Dégradations éventuelles du domaine public à la charge de l'opérateur économique titulaire

Lu et Approuvé,

L'opérateur économique titulaire
adjudicateur

L'acheteur-pouvoir